

Les Canadiens ont raison de s'inquiéter lorsqu'un pays des Antilles, membre du Commonwealth, est pris en charge par les Cubains et les Soviétiques contre le vœu de ses citoyens. Le président Castro a reconnu la présence de 600 ou 700 soldats cubains à la Grenade. Même en faisant appel à l'imagination, on ne peut faire passer cette situation pour un brillant exemple de démocratie.

La position adoptée par le premier ministre (M. Trudeau) aurait permis la continuation de cet état de fait. Cela aurait permis aux Soviétiques et aux Cubains de renforcer leur domination de l'île. Ainsi aurait été perpétuée une situation où les Grenadins n'avaient aucun droit dans leur propre pays. On aurait sanctionné et approuvé l'instabilité et la crainte dans la région. On dirait que le gouvernement du Canada par son souci d'adopter une attitude neutre en a oublié ce qui se passait réellement.

Nous croyons que les Grenadins, qui sont traditionnellement membres du Commonwealth, ont tout autant le droit à des élections libres que n'importe quel autre pays du Commonwealth. Le gouvernement a tourné le dos à la situation dans les Antilles, et il est parfaitement clair que telle était son attitude. Voilà une des raisons pour lesquelles il n'a été prévenu et consulté qu'à la toute dernière minute au sujet de la force multinationale. Le premier ministre nous apprend maintenant à contrecœur que des responsables canadiens avaient effectivement discuté avec les dirigeants des pays des Caraïbes, dont le premier ministre Adams de la Barbade, dès vendredi dernier et qu'on avait soulevé l'hypothèse d'une intervention.

Le gouvernement a beaucoup insisté sur le fait que la Grande-Bretagne avait adopté la même position que le Canada. Même si c'était le cas—et il y a des différences fondamentales—it faut noter que la situation de la Grande-Bretagne n'est en rien semblable à celle du Canada. Les pays des Caraïbes membres du Commonwealth sont d'anciennes colonies britanniques. La Grande-Bretagne n'apprécie guère que ce soient les États-Unis qui libèrent une de ses anciennes colonies.

Des voix: Oh, oh!

M. Nielsen: Ça a été dit bien clairement. Il n'y a de quoi rire, monsieur le Président.

M. Waddell: C'est vous qui nous faites rire. Vous êtes ridicule.

M. Nielsen: S'ils avaient lu les débats de la Chambre des communes britannique, ils le sauraient bien. Les Britanniques ne disposaient pas de troupes dans les environs immédiats.

Le premier ministre et le gouvernement ont condamné l'intervention destinée à ramener le calme à la Grenade.

Le président Reagan et le secrétaire d'État Shultz ont promis de rappeler les marines américains et d'organiser une consultation électorale dans un délai raisonnable après le rétablissement de l'ordre. Entre-temps, on confiera au Gouverneur général de la Grenade le soin de former un gouvernement provisoire.

Les États-Unis sont intervenus seulement après y avoir été invités par le président de l'Organisation des États des Caraïbes orientales, lesquels sont liés par des accords de défense

Article 30 du Règlement

mutuelle. Signalons également que le Gouverneur général de la Grenade, M. Paul Scoon, avait demandé l'aide de ces États.

Parmi ceux qui ont demandé l'intervention des États-Unis, citons MM. Tom Adams, premier ministre de la Barbade, Edward Seaga, premier ministre de la Jamaïque, M^{me} Eugenia Charles, premier ministre de la Dominique et également présidente de l'Organisation des États des Caraïbes orientales.

On a demandé à la Grande-Bretagne ce qu'elle pensait d'une intervention armée et elle a dit douter que ce soit la bonne solution. Le Canada, pour sa part, n'a été consulté que quelques heures avant le débarquement.

Le Canada possède des intérêts considérables dans les Caraïbes. Pas plus tard qu'en février dernier à Sainte-Lucie, le premier ministre engageait le pays à investir quelque 350 millions de dollars au titre de l'aide aux Caraïbes. Les sociétés privées y investissent des centaines de millions de dollars et des milliers de Canadiens vont y passer leurs vacances. De plus, des milliers de Canadiens d'origine antillaise font actuellement un apport notable à notre pays.

Face aux meurtres en série, l'assassinat du premier ministre et de trois membres de son cabinet, qui ont eu lieu à la Grenade, à la présence militaire puissante de Cuba, menaçant la stabilité de la communauté antillaise le gouvernement canadien est demeuré impassible. Il a été pris de court par les événements et en rejette maintenant le blâme sur le président Reagan. Chaque jour, nous posons des questions sur les intentions du gouvernement, questions qui sont toujours demeurées sans réponse. Étant donné que le gouvernement actuel n'a pas la confiance de ses alliés et partenaires, le Canada n'a pas été consulté sur ce qui allait se passer et il n'a pas été prévenu. Le gouvernement a adopté son attitude habituelle de non-alignement, au point de ne pas favoriser les consultations. Dans la situation actuelle, cela revient à donner le feu vert à ceux qui ont assassiné les officiers en chef du gouvernement ainsi que bien d'autres personnes.

Un gouvernement canadien se préoccupant de façon réaliste des intérêts du Canada aurait décidé de se renseigner sur ce qui se passait. Il aurait consulté nos alliés et il aurait été en mesure de donner des conseils et d'offrir son aide. Nous n'avons tout bonnement pas assumé nos responsabilités dans ce domaine. Nous sommes devenus un partenaire indigne de confiance. Le gouvernement n'est pas informé. Il ne s'intéresserait même pas à la question.

● (2100)

Monsieur, les Canadiens sont menacé par la léthargie du gouvernement et par son inertie. Par conséquent, le prestige du Canada dans les Antilles a nettement faibli. Le premier ministre et son ministre singulièrement mal informé ont beau se dérober et se tortiller, cela ne change rien à la situation. Je le répète, le gouvernement a laissé tomber le Canada d'une façon absolument lamentable.

Des voix: Bravo!